

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les réformes à entreprendre en faveur de la croissance et du plein emploi, à Paris le 30 août 2007.

Monsieur le Président Jacques Attali,

Si vous me le permettez, Cher Jacques, j'ai beaucoup d'émotion à me retrouver en face de Jacques Attali, parce que ce n'est pas un secret de dire que je l'apprécie beaucoup, depuis longtemps. Il faut quand même bien dire que cela fait quelques années que l'on se demande comment on pourrait travailler ensemble. C'est fait.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous dire combien je suis heureux de vous recevoir, avec le Premier ministre, Christine Lagarde, Hervé Novelli et Luc Chatel, pour donner le coup d'envoi de vos travaux. Avec François Fillon, nous comptons beaucoup sur vous, car nous avons une priorité : augmenter la croissance française pour retrouver le plein emploi. Jacques Attali a su réunir autour de cette table des compétences d'origines diverses, et je veux remercier tout particulièrement nos amis étrangers qui nous font l'amitié d'accompagner par leurs conseils la voie de la réforme qui est celle que la France a choisie en mai dernier. Que des amis étrangers portent un regard amical et sans complaisance sur la France pour aider la France à devenir l'un des pays au monde avec plus de croissance et avec le plein emploi, c'est quelque chose de formidable. Mais que nous, responsables politiques, nous n'ayons pas peur de dire à des amis étrangers: apportez-nous vos conseils, votre expérience. Comment ont fait les autres pour réussir et comment pouvons-nous réussir ? C'est extrêmement important. On ne peut pas avoir uniquement un regard franco-français dans le monde d'aujourd'hui.

Pour avancer, nous avons voulu nous inspirer de la méthode et de l'ambition de nos prédécesseurs qui avaient confié en 1959 à de prestigieux experts conduits par Jacques Rueff et Louis Armand le soin de « lever les obstacles à l'expansion économique ». Le contexte a changé, mais l'on retrouve quelques constantes quand on feuillette ce rapport de juillet 1960. Je suis sûr que certains d'entre vous ont eu la curiosité de le faire.

Aujourd'hui, le constat est facile à dresser :

Nous devons augmenter notre croissance potentielle de l'ordre d'un point pour retrouver le plein emploi et préserver notre modèle social. Je ne serai pas hypocrite. Notre croissance est trop faible, notre chômage est trop élevé, notre appareil productif n'est pas assez réactif, et nos finances publiques sont dégradées. Si l'on ne porte pas le bon diagnostic, on ne trouvera pas le bon remède. Notre pays a besoin d'une cure de modernité intensive. Les mots ont un sens. La France y est prête, à condition qu'on prenne la peine d'expliquer à nos concitoyens pourquoi les réformes sont nécessaires et comment on compte les mener à bien.

Nous avons commencé à agir sans attendre. On a fait beaucoup de choses, en 100 jours... Ces 100 jours sont une frontière que je vois décrite tous les jours dans la presse. Mais, pour moi, la frontière, c'est 5 ans. Je n'imaginai pas 100 jours faciles et les 100 suivants difficiles. Cela n'a aucun sens. Je veux dire une chose : j'accélérerai le mouvement. Parce que nous avons perdu trop de temps - je veux dire la France -, et parce que quelqu'un qui est au chômage n'a que faire du temps que prennent les responsables politiques qui n'osent pas décider.

La lettre de mission, que nous avons adressée avec François Fillon à Jacques Attali, fixe clairement vos objectifs.

Ils sont ambitieux. Pourquoi réunir tant de compétences autour de la table si ce n'est pour refuser

nis sont ambitieux. Pourquoi réunir tant de compétences autour de la table si ce n'est pour refuser d'avoir des objectifs ambitieux ? Ils sont ambitieux parce que seule une action menée sur plusieurs fronts permettra d'atteindre des résultats à la hauteur de l'enjeu. L'expérience montre que les réformes sont complémentaires entre elles. C'est un débat que j'ai eu avec François Fillon. Nous en avons parlé des heures et des heures avant les élections. C'était un choix politique majeur : est-ce que l'on fait, comme d'habitude, une réforme après l'autre ? « Encore une minute, Monsieur le Bourreau, on a le temps ! » Ou est-ce que dans la société complexe qui est la nôtre, où tout se tient, on fait ce que l'on n'a jamais fait, c'est-à-dire que l'on avance sur tous les fronts simultanément. Une réforme du marché du travail peut être privée d'effet si les marchés des biens et services restent entravés par des règles malthusiennes. Quand on dit cela, on a l'impression de dire quelque chose d'énorme, alors que c'est si évident. Je n'invente rien : Rueff et Armand l'avaient bien vu, ils soulignaient dans leur rapport le caractère « global et cohérent » de leur programme d'action et recommandaient leur « mise en oeuvre dans une procédure d'ensemble ».

Votre Commission s'inscrit donc dans cette lignée et prendra le relais, en examinant « les conditions d'une libération de la croissance française ». On va libérer les énergies en France. Vos travaux devront fournir un diagnostic précis de nos handicaps et - j'insiste, cher Jacques - proposer des solutions concrètes. Ce n'est pas un exercice de style. Je vous demande d'être très attentifs, ce que vous proposerez, nous le ferons. Ces solutions concrètes viendront nourrir le projet de loi de modernisation de l'économie que prépare Christine Lagarde pour le début 2008. Si vous voulez aller plus loin et préparer vous-même des textes, allez-y ! Mais sachez que vos travaux seront utiles. Il ne s'agit pas de faire un rapport de plus. Réflexion, décision, action dans la même séquence. Trois pistes me paraissent particulièrement fondatrices.

La première, c'est la libération du travail. Le travail est aujourd'hui bloqué par une inadaptation de l'offre et de la demande et un volume de travail insuffisant : un Français consacre 48% de son temps de vie au travail, un Britannique 58%, un Danois 60%. Remarquez, c'est très réjouissant. Si l'on a plus de chômeurs que les autres, c'est qu'il y a des raisons. On travaille moins que les autres. Je vous demande d'examiner les conditions d'une augmentation de la mobilité de l'emploi et du taux d'activité des Français. Je pense en particulier à la nécessité de mobiliser l'extraordinaire potentiel humain des seniors qui font l'objet, aujourd'hui, d'un gâchis considérable. On brise des femmes et des hommes sur le seul critère de l'âge. Je pense également aux grandes difficultés pour les jeunes de trouver leur place sur le marché du travail, alors même que des centaines de milliers de postes restent non pourvus.

Deuxième piste : dynamiser le marché des biens et services. Augmenter la concurrence n'est pas une question d'idéologie. Il s'agit d'un côté d'accroître le pouvoir d'achat des Français en faisant baisser les prix, et de l'autre de permettre le développement d'activités qui sont aujourd'hui bridées par des réglementations qui sont obsolètes et contre-productives. C'est un enjeu de croissance. C'est fondamental pour que les autres réformes, notamment sur le marché du travail, produisent leurs effets. Il faut supprimer les barrières qui existent dans différentes professions réglementées. On va aller encore plus loin : il faut mettre fin à des rentes de situation que rien ne justifie aujourd'hui. Le rapport Rueff-Armand donnait déjà l'exemple des taxis, que j'aime beaucoup, il y a moins de taxis aujourd'hui à Paris qu'en 1931 ! Il ne faut pas s'énervier, il faut juste réfléchir. Des pharmaciens, des notaires ou des avoués, et je vois immédiatement trembler : « Mon Dieu, vous allez vous mettre des gens à dos ! » Non, on va trouver du travail pour des gens qui n'en ont pas. On va créer de la richesse pour que chacun en profite. On pourrait en ajouter quelques autres encore. Je vous demande de nous proposer des solutions concrètes, pragmatiques pour faire bouger les choses. Idem en ce qui concerne les différentes lois sur le commerce et sur la grande distribution, qui coûteraient aux consommateurs jusqu'à 9 milliards d'euros de pouvoir d'achat par an et qui pénalisent le développement d'activités nouvelles et l'emploi. Je vous demande de nous aider à trouver la bonne méthode et le bon accompagnement pour faire ces réformes. L'Allemagne, et l'Italie, cher Mario, ont montré l'exemple, on va le suivre.

Troisième et dernière piste : accroître la compétitivité des entreprises, pour affirmer la place de la

France dans la mondialisation, pour renforcer notre attractivité pour les investisseurs étrangers. Je compte sur vous pour voir comment supprimer ou à tout le moins alléger au maximum l'impôt papier, procéder aux simplifications administratives indispensables pour faciliter la vie de nos PME, notamment à travers l'instauration d'un Small Business Act à l'européenne. Avec le Premier ministre, nous déjeunons tout à l'heure avec le Président Barroso. Vous savez combien j'apprécie le Président Barroso. On ne peut pas avoir les Etats-Unis qui ont un Small Business Act et l'Europe qui ne le demande pas. C'est extravagant, quand je pense que l'on décrit les Etats-Unis comme libéraux, et l'Europe comme un modèle social à préserver ! Ce sont les Etats-Unis qui préservent leurs petites entreprises et nous qui les exposons. Qui peut comprendre une chose pareille ? Notre objectif est clair : c'est l'émergence de 2 000 nouvelles PME de 500 salariés. Lionel Stoléru, à qui nous avons confié une mission particulière sur l'accès aux marchés publics pour les PME, pourra alimenter vos travaux, ainsi bien sûr, qu'Hervé Novelli qui travaille avec Christine Lagarde sur ces questions.

Ces réformes vont susciter des résistances.

Comme l'annonçait déjà le rapport Rueff-Armand, je cite, « toute modification de l'état existant, surtout s'il est ancien, exige des ajustements qui peuvent affecter des situations individuelles légitimes et respectables ». On va faire preuve de pédagogie, en rendant compte à l'opinion de notre démarche et de nos projets, communiquer le plus possible. A quoi cela sert-il de faire venir de partout des experts, et vous êtes des experts, s'ils n'ont pas le droit à la parole. Après tout, que des gens compétents prennent la parole, ce n'est pas gênant. Je vous demande de rendre compte à l'opinion de votre démarche et de vos projets. Je vous demande de prendre des engagements avec des dates. Enfin, je crois très important que votre Commission s'attache à chiffrer l'impact sur la croissance de chacune des mesures proposées. Les services de l'Etat sont à votre disposition pour vous apporter tout concours utile dans ce domaine.

Certains d'entre vous participent à un rapport en cours d'élaboration au Conseil d'analyse économique qui conclut qu'une combinaison de réformes structurelles touchant simultanément aux marchés du travail, des biens et des services permettrait d'approcher puis d'atteindre une croissance proche de 3% l'an au cours des quinze prochaines années. Le rapport de Camdessus que j'avais commandé à Bercy, auquel certains d'entre vous ont également participé, avait également tracé la voie du sursaut qui a été engagée.

Je compte sur vous pour nous aider à approfondir le diagnostic, pour identifier précisément les verrous de la croissance. Mais surtout, je voudrais insister sur ce point avant de conclure et que vous ne vous réunissiez pour une séance de travail, je compte sur vous pour nous aider à définir la séquence et la méthode de la réforme.

Jacques Attali a bien voulu s'engager à nous rendre compte régulièrement de l'état de vos réflexions avant de rendre un rapport définitif à la fin décembre. Ce sera très utile car, avec le Premier ministre, nous voulons avancer très vite. Si d'ici un mois, il y avait déjà des premières propositions, cela nous permettrait de les mettre en oeuvre, et vous, cela vous permettrait de comprendre que l'on ne vous a pas réunis simplement pour parler. Car, après tout, les promesses, certains d'entre vous, en ont connues. Rien ne vaut les faits. Voyons dans un petit rapport d'étape ce qu'en fera le gouvernement. Dans votre rapport définitif, je voudrais des propositions précises de textes législatifs ou réglementaires pour que l'on puisse aller le plus vite possible. Vous l'avez compris, pour le Premier ministre, pour les ministres comme pour moi-même, votre Commission est fondamentale et le rendez-vous de ce matin était extrêmement important.

Je vous remercie.